

La Fête!
rebelle et fraternelle

Le Journal de la Fête

Plus d'un millier de participants, un public nouveau et plus jeune: Toute l'actualité de la Fête, le compte rendu des débats et du meeting qui a rassemblé cette année des centaines de personnes autour d'André Chassaigne.

Pages 3 à 6

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 851

22 mai 2008

prix: 0,70 €



PARI GAGNÉ POUR LA FÊTE DES NOUVELLES !



■ 1 AN DE TROP !

La première année du gouvernement Fillon Sarkozy coïncide avec les 40 ans de Mai 68.

P 2

■ MUSIQUES EN COLÈRE

La collection « Contester » des éditions Presse de Science Po. publie un ouvrage de référence sur la place et le rôle des chansons dans les mobilisations populaires.

P 3 & 4

■ MOBILISATION POUR LES RETRAITES

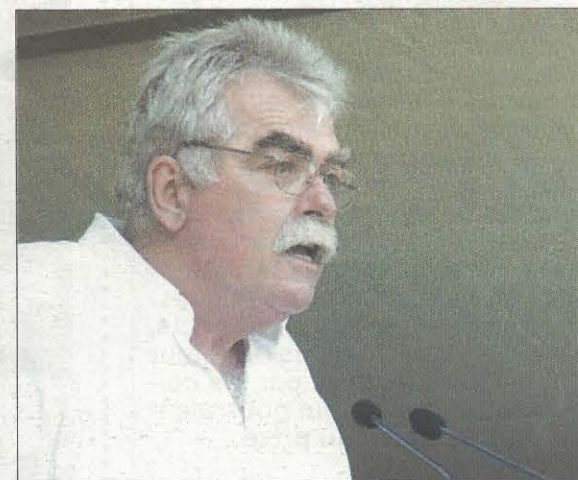
Unité syndicale pour la prochaine étape de mobilisation pour les régimes de retraites.

P 8

■ ANECCR

En Loire-Atlantique pour la Fête des Nouvelles, le président de l'ANECCR André Chassaigne a participé à la rencontre entre les élus communistes et les travailleurs du Port Autonome.

P 6



L'actualité politique...

EN BREF

Provocation

Face à la puissante mobilisation des fonctionnaires, lycéens et enseignants contre les suppressions de postes dans la fonction publique, Sarkozy a demandé à son gouvernement de proposer avant l'été un projet visant à la création d'un «service minimum» dans l'éducation nationale. **En clair, il s'agit de mettre dans les écoles des fonctionnaires municipaux les jours de grève pour accueillir les enfants: une remise en cause directe du droit de grève qui pourrait bien poser des problèmes constitutionnels au titre de la libre administration des collectivités locales.** Le président répond à la mobilisation par la provocation, flattant ainsi son électorat le plus conservateur. Il aurait pourtant changé... **Mais le «Sarkozy nouveau», c'est comme le Beaujolais nouveau: On le goûte au cas où il serait meilleur mais il est toujours aussi mauvais.**

Après la gauche caviar...

... Le révolutionnaire paillette ! C'est semble-t-il le parti pris d'Olivier Besancenot qui a lancé son «nouveau parti anticapitaliste» sur les confortables canapés de Michel Drucker. La LCR espérait il y a quelques mois augmenter ses effectifs de moitié soit attirer quelques milliers de militants supplémentaires... Si l'on ajoute à cela que le nouveau parti ne devrait pas plus que l'ancien travailler à participer aux institutions «bourgeoises», une chose est sûre: Le grand capital peut dormir tranquille !

1984: COMMENT FAIRE CHIER LA DROITE



2008: COMMENT FAIRE CHIER LA GAUCHE



700 000 euros de cadeaux !

703 000 euros, c'est la somme que le Conseil d'administration du Port autonome vient de décider de verser aux entreprises de manutention en «dédommagement» des grèves de début Mai. Rappelons que le Port autonome est en grande partie financé par les pouvoirs publics (Etat et collectivités locales). Si les élus communistes départementaux et régionaux se sont déjà engagés auprès des travailleurs du Port, le silence des élus départementaux reste assourdissant alors que ce sont, en plus de la question essentielle des personnels, des matériels financés à hauteur de millions d'euros par les collectivités locales qui pourraient être transférées au privé.

Point de vue

par Aymeric SEASSAU



Après le moral en berne des élections 2007 et malgré la grisaille annoncée pour le week-end, la réussite de l'édition 2008 de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique marquerait elle une embellie nouvelle pour le Parti Communiste Français ? Bien sûr, il faudra bien plus qu'une fête pour reconquérir l'influence nécessaire à un parti révolutionnaire pour arracher les avancées utiles au monde du travail, à la jeunesse et aux retraités. Bien sûr, rien ne saurait

nous faire oublier les difficultés rencontrées à gauche pendant la campagne des municipales même si les cantonales ont marqué une progression significative du PCF. Bien sûr, les débats qui traversent la social-démocratie française inquiètent plus qu'ils ne rassurent.

Mais voilà, alors que la nouvelle coqueluche des médias s'époumone sur les sofas de Drucker à propos de son improbable pureté révolutionnaire, c'est bien le Parti communiste qui, en Loire-Atlantique comme dans bien d'autres départements, est en capacité d'organiser une fête populaire ouverte, offensive et ambitieuse.

Ce n'est pas anecdotique. La réussite d'une fête comme celle-ci repose avant tout sur la capacité d'action d'un parti organisé, capable de réunir des dizaines de militants pour organiser des concerts, des débats, charger et conduire des camions de matériels, monter des dizaines de stands et créer les conditions pour accueillir du public pendant deux jours dans des bars, des stands d'information militante, des restaurants, des espaces d'activités pour enfants. Voilà pourquoi aucune autre force politique du département n'organise à ce jour une initiative d'une telle ampleur. La «Fête des Nouvelles» témoigne de la capacité de rayonnement et d'ouverture du Parti communiste. De l'espace associatif au public

jeune, des concerts du samedi soir en passant par les dizaines de participants aux débats, ce sont des centaines de personnes qui se sont retrouvées pour échanger, débattre et construire dans une fête qui ne cachait pas son identité. **Rebelle et Fraternelle, la fête témoigne des ambitions des communistes et de leurs élus aux côtés des travailleurs portuaires en lutte ou**

La réussite de l'édition 2008 de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique rappelle à ceux qui cherchent à effacer le PCF du paysage politique que les communistes continuent de rassembler.

à l'occasion d'une bataille comme celle menée actuellement par notre camarade André Chassaigne contre les OGM.

La réussite de l'édition 2008 de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique rappelle à ceux qui cherchent à effacer le PCF du paysage politique que les communistes continuent de rassembler.

L'esprit de résistance et de libération sociale

Ce mois de mai 2008 est un peu celui des anniversaires : il en est qu'on marque avec plus d'intérêt pour la charge politique et sociale qu'ils évoquent comme il y a quarante ans, le mouvement de mai 1968 ; il en est d'autres qui résonnent d'une autre manière dans nos mémoires, c'est celui de l'élection de Nicolas Sarkozy à la tête de l'Etat. Comment ne pas faire le lien entre ces deux anniversaires, alors que le président de la République lui-même entendait, lors de son élection, s'atteler à la liquidation de tout ce qu'a apporté le puissant mouvement des salariés et des étudiants à la société française. La tâche s'avère, heureusement, plus difficile au chef

de l'Etat qu'il n'y paraissait. D'abord, parce que les Françaises et les Français, dans leur grande majorité, considèrent que non seulement, mai 1968 est associé à une période de progrès social et social important, mais en plus pensent possible aujourd'hui un mouvement de même ampleur. Ensuite, c'est qu'un an après son élection, l'omniprésident qui déclarait s'attaquer au pouvoir d'achat, régler par la rupture les principaux problèmes de notre société, apparaît pour ce qu'il est : l'homme d'une droite ultra libérale décidée à adapter la société française aux exigences d'un capitalisme mondialisé. Les Français mesurent aujourd'hui l'étendue des méfaits avec le démantèlement



programmé du code du travail, des services publics (réforme des ports...), de notre système de santé (franchises médicales...), les attaques contre les chômeurs et les précaires (réformes de l'indemnisation et fusion ANPE-Assedic...), celles contre les retraites, sans oublier la dégradation du pouvoir d'achat. Alors, si nous ne sommes plus en 68, si la société a changé, il n'en reste pas moins vrai que l'esprit de résistance et l'esprit de libération sociale qu'il

incarnat demeure d'actualité quarante ans après. **Parce que la société supporte de plus en plus mal, comme en 68, les dominations qui l'enserment, dans les mouvements sociaux de ce mois de mai (après le 1er mai, les manifestations pour le service public du 15 mai, celles pour les retraites du 22), c'est quelque part cet esprit de résistance et cette aspiration à la libération sociale qui s'expriment et c'est une bonne nouvelle.**



...Le journal de la Fête.

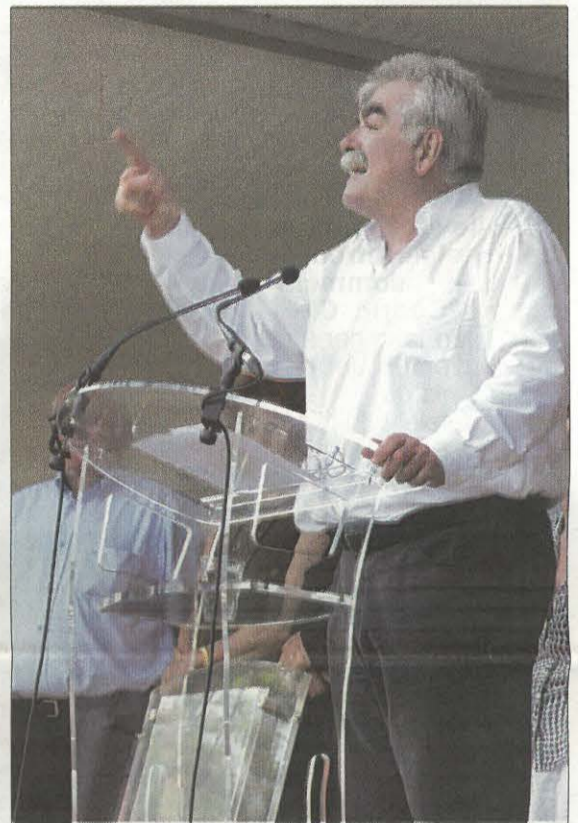
Sous le soleil exactement !



La Fête!

rebelle et fraternelle

Toutes et tous avaient dans la tête le très mauvais temps de l'an passé et la décision du préfet d'arrêter la fête en cours d'après midi pour cause de tempête. Surtout qu'on avait monté les stands sous les averse le vendredi. Gris et menaçant, le samedi matin, le temps allait s'améliorer au cours de la journée et les nuages laissaient finalement la place au soleil en fin d'après midi, au moment des concerts. **Dès l'ouverture, malgré le week-end de cinq jours, on sentait que le pari était en passe d'être gagné car les familles déambulaient, déjà nombreuses, dans les allées.** Que le débat fasse chapiteau comble, débordant même sur l'allée, était une indication mais la bonne surprise, ce fut ces centaines d'ados et de jeunes adultes «**prévenus par les flyers et les affiches**» qui vinrent danser, chanter et «**s'éclater**» tard dans la nuit avec Subway et les Caméléons. **Plus d'un millier de vignettes vendues à l'entrée annonçaient les militants, dimanche avant le meeting.** Profitant du beau temps beaucoup étaient venus dès la fin de matinée pour pique-niquer en famille ou pour manger «**au resto**» entre amis. La truite ou le porc au caramel de la section de Nantes réjouissaient bien des gourmets tandis que, près du lac, le stand des enseignants de Saint Nazaire qui refusait du monde avait des airs de guinguette au bord de Marne. Tandis que certains choisissaient de faire la sieste à l'ombre des arbres, d'autres s'arrêtaient au village du livre, buvaient un punch au stand cubain, achetaient un tee-shirt à l'effigie du Che au stand des JC, risquaient deux euros à la tombola, buvaient, avec des amis retrouvés, un café «**à Trignac**», mangeaient une crêpe, signaient la pétition pour les services publics en attendant le meeting et le spectacle de la Compagnie Jolie Môme dont on avait eu un avant goût avec les répétitions de l'après midi. **Chauffé par le soleil, par l'intervention dynamique et musclée d'André CHASSAIGNE et par une Internationale chantée debout une tribune accompagnée en musique par la Compagnie Jolie Môme qui avait envahi la scène et reprise en chœur dans toute la fête, le public conquis par ces gavroches insolents, leurs chansons populaires et frondeuses applaudissait debout, demandait des bis, imposait**



des prolongations à des comédiens épuisés mais heureux. Vivement l'année prochaine...



Faut-il liquider MAI 68?

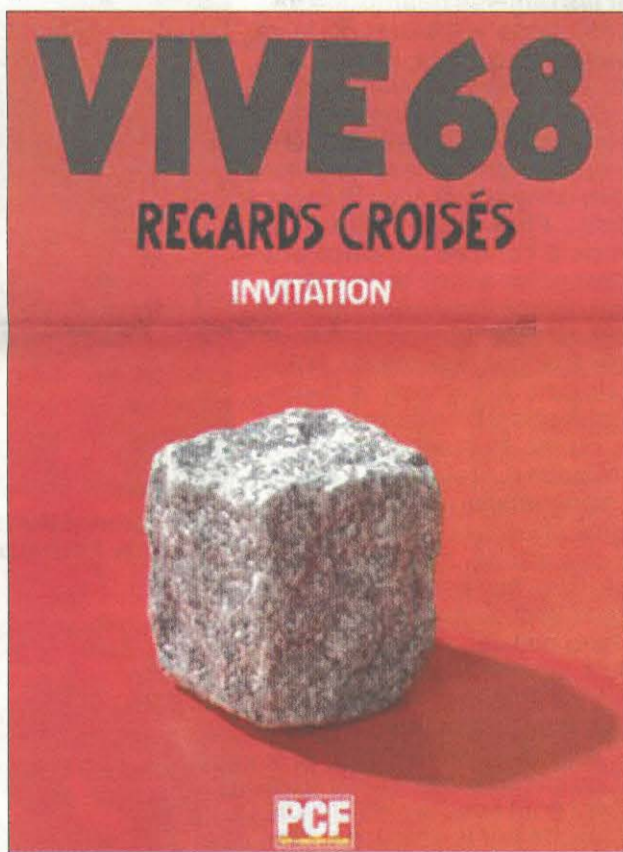
Mai 68 s'est invité sous le soleil de la Fête des Nouvelles



«Si elle y arrivait, la bourgeoisie retrouverait le sommeil» assure Cédric CLERIN, secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes. La formule est de Nicolas SARKOZY lors de son meeting à Bercy, le 29 avril 2007. Il voulait résolument «tourner la page» et «liquider l'héritage». «Pourquoi tant de rage?» questionne Jean-Yves MARTIN animateur du débat du dimanche après midi. «Liquider Mai 68? Sarkozy a eu une très bonne idée de parler ainsi. Il a remis la question au centre du débat» lance, provocateur, Thierry GUIDET, directeur de la revue nantaise Place Publique qui consacre le dossier de son dernier numéro à cet anniversaire et à ses prolongements «très controversés». Georges VINCENT qui était alors syndicaliste

à Sud Aviation Bouguenais marque son impatience. On le comprend. Quand on sait

que «le directeur de Sud Aviation, il y a 40 ans, se nommait Maurice Papon (!)». «



Avec lui, comme partout, on ne connaissait que le «travaille et tais toi». C'est pourtant de Bouguenais que partira «le signal de l'engagement du monde ouvrier dans le mouvement et dans la grève». Un signal qui n'a rien eu de spontané ni de télé-

revenu garanti des paysans de 53 %» rappelle l'ancien syndicaliste des Chantiers de Saint-Nazaire. «S'il y a eu débat dans le monde du travail – concède Guy TEXIER c'est sur la libération de la femme. Les camarades acceptaient

appréciation plus fine d'une période dont le bilan est, de son point de vue «plus contrasté». «Marx disait que si ce sont les hommes qui font l'histoire, ils ne savent pas l'histoire qu'ils font... à peine un mois plus tard, la victoire syndicale



guidé : il y avait eu 46 arrêts de travail depuis le début de l'année. Même agacement de la part de Guy TEXIER, Peu lui importe ce que sont devenus les «révolutionnaires de salon d'alors» sur lesquels les médias concentrent aujourd'hui toute l'attention. «L'union dans la lutte des paysans, des ouvriers et des étudiants» a donné naissance à un mouvement sans précédent dans l'histoire du pays, «qui a permis d'augmenter le SMIG de 35% et le

bien le slogan «un enfant si je veux, quand je veux» mais grinçaient des dents quand les militantes ajoutaient «avec qui je veux!» «Mai 68, c'est la plus grande grève de l'histoire de France» précise Cédric CLERIN, le responsable national du mouvement des jeunes communistes. «Si on veut l'effacer de l'histoire, il faudra aussi effacer la prise de la Bastille!» Thierry GUIDET, tenace, demande alors une

s'est heurtée à un mur politique...». «Un mur qui peut tomber comme beaucoup d'autres si l'espoir change de camp» rappelle alors Cédric CLERIN. «Ceux qui disaient, il y a 40 ans que rien n'était possible, mentaient. S'ils mentent encore aujourd'hui, c'est pour tuer l'espoir. La seule perspective que le peuple pourrait soulever le couvercle et recommencer, leur fait passer des nuits blanches!»



Le social au cœur.

PAROLES DE LUTTES

Précédant le débat sur «les patrons voyous» et présentées avec passion par Yvon RENEVOT le responsable des communistes de Saint-Nazaire, les «paroles» de celles et ceux qui, en Loire Atlantique, relèvent la tête, résistent et ... gagnent fut un des moments forts du samedi après midi.

La lutte à Saint-Nazaire : une tradition témoigne Gérard qui présente un DVD sur la «grève des mensuels» qui secoua les Chantiers Navals et la région en 1967. 63 jours de lutte pour des augmentations de salaires et la reconnaissance des qualifications, le lock out décidé par la direction, les CRS, le soutien actif de la population. «4000 femmes défilant dans la rue de Saint-Nazaire le 6 avril, 50 000 personnes qui manifestent le 30 avril, un pique nique géant sur la plage de La Baule où l'on s'était rendu à vélo, 280 000 francs de solidarité récoltés dans tout le pays...». Robin, lycéen de terminale, «ancien



La Fête!
rebelle et fraternelle

■ Patrons voyous et droit du travail en Europe : Le débat.

Jacky Hénin «pourquoi ne pas pénaliser les actionnaires sur leurs dividendes?»

Enchaînant, sans transition, sur les «Paroles de lutte», le débat autour des «Patrons voyous et droit du travail en Europe» entre sans attendre dans le vif du sujet: «Croyez vous vraiment qu'il y ait autre chose que des patrons voyous?» lance d'entrée un intervenant dans la salle. Jacky HENIN reconnaît ne pas se faire «beaucoup d'illusions» sur les cadeaux que le patronat est prêt «à concéder aux salariés» mais il dénonce tout particulièrement tous ceux qui «contournent sciemment des lois déjà fort complaisantes» pour «faire de l'argent à très bon compte, en organisant un véritable esclavage moderne» dont les exemples abondent dans le BTP, l'hôtellerie, la restauration. Les travailleurs sans papiers en lutte n'en sont que la plus récente illustration. «Ces patrons délinquants méritent la prison» affirme le député européen. «Face à de telles pratiques, nous

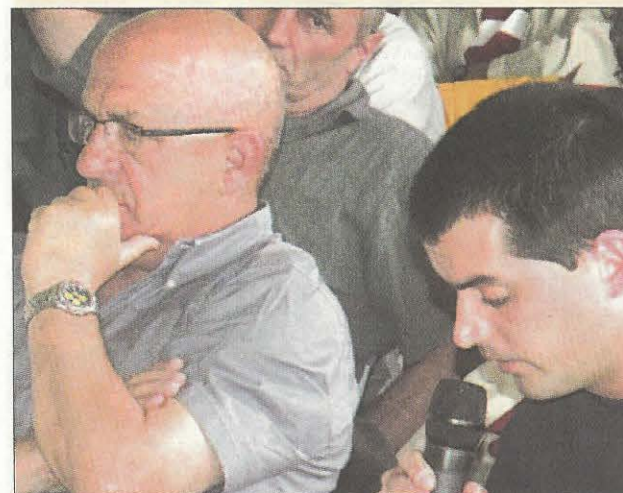


avons impérativement besoin d'une Euro solidarité» affirme Marie Claude ROBIN, responsable départementale de la CGT qui évoque la récente lutte victorieuse des travailleurs de Renault Dacia en Roumanie. Prenant les exemples d'Airbus et d'Aker Yards, elle montre qu'il est indispensable de «responsabiliser socialement et économiquement les donneurs d'ordre» et d'exiger que «sur un seul et même site, il y ait un seul et même statut». «Avons-nous réellement les moyens de lutter contre le dumping social?» coupe

une femme en s'emparant du micro. «Oui, si on s'en prend au porte monnaie des délinquants» répond Jacky HENIN. Il propose de «pénaliser les actionnaires en prenant sur leurs dividendes» «Trop souvent, les patrons délinquants bénéficient de la complicité des Pouvoirs Publics» regrette un autre intervenant qui évoque une «descente de l'inspection du travail» aux Chantiers navals nazairien en 2006, des centaines d'infractions constatées et les dossiers classés sans suite. «Ne sous estimez jamais le poids de vos luttes» insiste Jacky HENIN «surtout quand nous pouvons les relayer dans les assemblées». Il décrit «la peur panique» qui s'est emparée des députés européens quand les portuaires ont manifesté à Strasbourg et obtenu la suppression immédiate de la directive portuaire. La victoire du référendum, la lutte contre le CPE montrent que «quand le peuple prend les choses en main et fait de la politique... la roue peut tourner rapidement. Ceux qui nous gouvernent pourraient vite l'apprendre à leurs dépens».



de la lutte contre le CPE», relève que «la jeunesse a peu quitté la rue depuis le 22 avril 2002». Il dit sa colère après «un an de Sarkozy» et cette droite qui s'acharnent à considérer l'éducation et la formation comme des coûts alors qu'«ils sont des investissements pour l'avenir». Bernard, syndicaliste à l'hôpital évoque les 130 000 signatures déjà recueillies par la pétition contre les franchises médicales avant de parler du rapport Larcher. «Larcher, c'est fermer plus pour soigner moins ! Si ce rapport est appliqué, vous aurez intérêt à rester en bonne santé car nous n'aurons plus les moyens de vous soigner... Après une telle déclaration de guerre, nous n'avons plus le choix : où on entre en Résistance où on choisit la collaboration !» Fred, docker, «profondément attaché à ses missions de service public» est engagé à fond, dans la lutte contre le projet de privatisation qui sera discuté à l'Assemblée à la mi juin. André, responsable syndical, s'est entièrement investi dans la lutte des travailleurs grecs «le énième conflit de ce type dans la construction navale, cette zone de non droit où chassée à coups de pied par le référendum en 2005, la directive Bolkestein revient en passant par les hublots des bateaux !» Et le responsable de l'Union Multi professionnelle CGT d'appeler à la vigilance car «sur le futur grand chantier de Notre Dame des Landes, les négriers des temps modernes pourront s'en donner à cœur joie». Ce qui est arrivé à Nikos, Léonidas et Boris n'est, en effet, «ni un fait divers, ni le fait du hasard» complète Laurent, responsable du MRAP, mais la conséquence de la politique d'un gouvernement «dont Madame Parisot est la véritable ministre du travail».

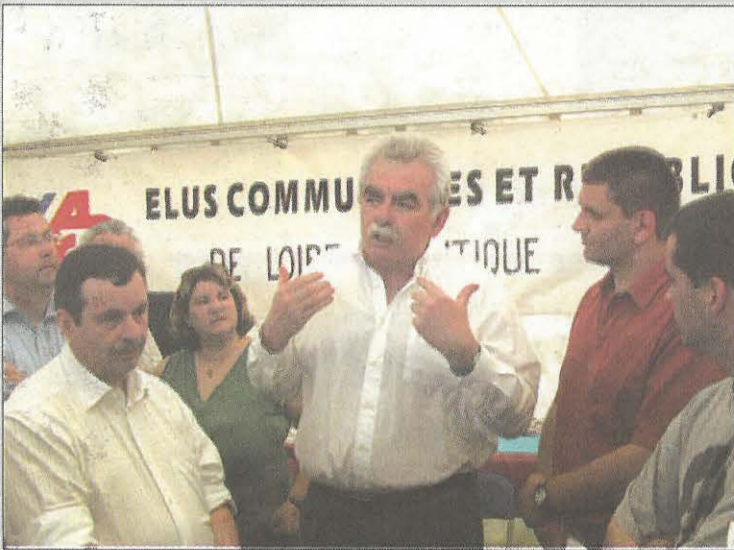


L'activité

■ Les élus au cœur de la Fête

Rencontre avec les travailleurs du Port autonome

Il est 12 heures 30, le soleil tape, le stand déborde largement sur l'allée. L'avenir du port ne laisse personne indifférent... quitte à réclamer à ce que les intervenants donnent de la voix pour que tout le monde puisse entendre. Morceaux choisis, pris sur le vif. «**Tout est à nous, les grues, les portiques, les quais ont été payés avec notre argent et ils veulent maintenant les brader au privé... Ils vendent les ports comme ils ont vendu les autoroutes... Ils veulent le faire « à la découpe » ce qui permettra au privé de n'acheter que ce qui rapporte gros... Il y a des secteurs déficitaires, les assurer fait partie de nos missions de service public. La fonte, par exemple, cela ne rapporte pas d'argent mais les fonderies d'Ancenis et de Chateaubriant ce sont des emplois pour 600 personnes... On nous parle des grutiers mais on ne dit pas que derrière chaque grue qui travaille, il y a des ouvriers de maintenance, des administratifs... On sait bien que lorsqu'on privatise 1+1 ça ne fait jamais deux. Le port autonome ce sont 3000 emplois directs, 25000 emplois induits...**» Répondant aux syndicalistes, André CHASSAIGNE, Président de l'Association Nationale des Elus communistes et Républicains, qui vient de faire le tour des stands et qui a tenu avant la rencontre à échanger avec chacun dans la fête, souligne combien un tel échange est symbolique de la pratique des élus communistes qui doivent bâtir les ripostes et les réponses sur le terrain, avec les intéressés et leurs organisations, «**en sachant mettre les mains dans le cambouis**». Le projet de loi de privatisation des ports devant être discuté à l'Assemblée nationale à la mi juin, il propose que Daniel PAUL, député communiste du Havre, qui interviendra sur cette question dans l'hémicycle rencontre les portuaires et les dockers du Port autonome Nantes Saint-Nazaire, début juin.



missions de service public. La fonte, par exemple, cela ne rapporte pas d'argent mais les fonderies d'Ancenis et de Chateaubriant ce sont des emplois pour 600 personnes... On nous parle des grutiers mais on ne dit pas que derrière chaque grue qui travaille, il y a des ouvriers de maintenance, des administratifs... On sait bien que lorsqu'on privatise 1+1 ça ne fait jamais deux. Le port autonome ce sont 3000 emplois directs, 25000 emplois induits... Répondant aux syndicalistes, André CHASSAIGNE, Président de l'Association Nationale des Elus communistes et Républicains, qui vient de faire le tour des stands et qui a tenu avant la rencontre à échanger avec chacun dans la fête, souligne combien un tel échange est symbolique de la pratique des élus communistes qui doivent bâtir les ripostes et les réponses sur le terrain, avec les intéressés et leurs organisations, «en sachant mettre les mains dans le cambouis». Le projet de loi de privatisation des ports devant être discuté à l'Assemblée nationale à la mi juin, il propose que Daniel PAUL, député communiste du Havre, qui interviendra sur cette question dans l'hémicycle rencontre les portuaires et les dockers du Port autonome Nantes Saint-Nazaire, début juin.



LE MEETING AVEC ANDRÉ CHASSAIGNE

«**Votre Fête, c'est la marque de fabrique des élus communistes et du Parti !**»

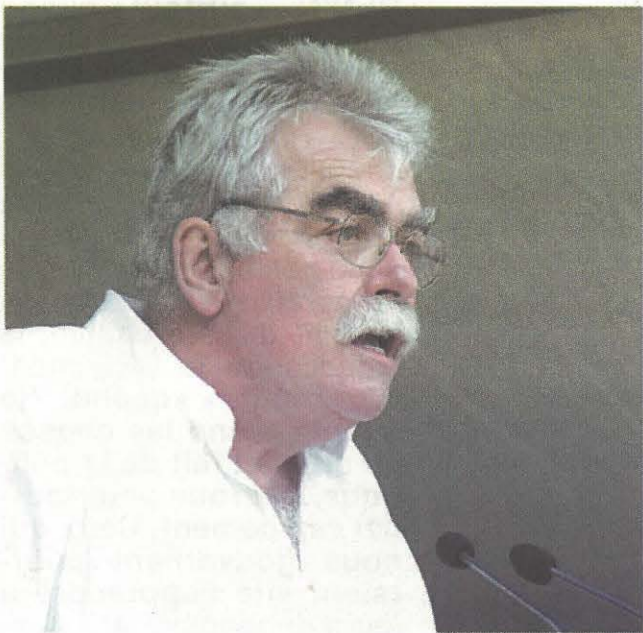
Il est 16 heures 30, le soleil tape dur, on est venu en famille, On s'assoit sur les chaises puis dans l'herbe, pour assister au meeting. André CHASSAIGNE, le député du Puy de Dôme dont on a entendu parler à cause de son amendement anti OGM à l'Assemblée, fait recette, entre les stands l'espace se remplit. Il y a plusieurs centaines de personnes autour de la grande scène et les drapeaux rouges de la jeunesse communiste s'agitent. Le sourire aux lèvres Michel RICA souhaite la bienvenue et se réjouit d'avoir gagné le pari d'organiser «la» grande fête populaire, rebelle et fraternelle du week-end de pentecôte au cœur de Saint-Nazaire «ville ouvrière où les luttes ont toujours été détermi-

nantes en 2008 comme en 1968». Le responsable départemental veut voir dans cette réussite «**plus qu'un symbole qui témoigne de la vitalité des militants communistes décidés, plus que jamais, à construire avec les salariés, les jeunes, les retraités, la riposte aux attaques du pouvoir, à construire, avec les gens, une véritable alternative politique à gauche**». S'appuyant sur les récents résultats électoraux qui donnent au Parti et à ses élus (plus d'une centaine en Loire Atlantique) «**une autorité et une crédibilité renforcées**», Michel RICA trouve dans «**ce sursaut électoral ... un point d'appui particulièrement important**» pour tous ceux qui luttent pour défendre leur emploi et les



atouts industriels de notre région. Cette fête populaire dont le cœur bat au rythme des luttes, les nombreuses rencontres qu'elle permet, les dialogues en direct dans les stands et dans les allées... tout cela plaît beaucoup à André CHASSAIGNE. Cela s'entend dans son intervention. Enthousiaste, délaissant volontiers ses notes, il déclenche plusieurs fois les applaudissements de son auditoire quand il dénonce - «**en ces temps où l'on célèbre volontiers les anniversaires**» - le bilan d'un an de sarkozisme au service des plus riches et de leurs amis. Du paquet fiscal à l'annonce de la suppression de la carte famille nombreuse et passant par la suppression de 11200 postes dans l'éducation, les franchises médicales et la ratification du traité de Lisbonne... «**il n'y a pas eu une semaine sans un mauvais coup**» constate le Président de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains qui appelle à riposter et à construire ensemble une

alternative qui change la vie. Il voit dans le rassemblement populaire et combatif du Parc paysager de Saint-Nazaire, «**la marque de fabrique des élus communistes et républicains et de leur parti qui construisent dans l'action avec les salariés et avec les habitants, les réponses à toutes les questions économiques et sociales**». C'est «**armés de tous ces témoignages et de toutes ces interventions recueillis dans les luttes et sur le terrain que les députés communistes interviennent à l'Assemblée aidant ainsi à faire grandir les résistances ... Qu'elle s'empare du contenu et des exigences de débats et d'échanges tels que ceux que vous avez eu tout au long du week-end, alors la gauche pourra innover et construire une alternative gagnante parce que réellement crédible et porteuse d'espoir !**»



Evènements, culture, idées.

Eloge du conflit : Résistances et contestations dans la société ultralibérale

Dans les sociétés occidentales hyperformatées, l'idée même du conflit n'a plus sa place. Les conceptions de la vie commune tendent vers l'intolérance à toute opposition. Le minoritaire doit se soumettre à la majorité et, de plus en plus, contestataires et dissidents semblent relever de l'"anormal", sinon du « criminel ». Dans cet essai iconoclaste et salutaire, Miguel Benasayag et Angélique del Rey explorent les racines et les effets délétères de l'idéologie anti-confliktuelle en vogue.

Partant de l'hypothèse d'Héraclite, selon lequel « le combat est de tous les êtres le père », les auteurs soulignent le rôle de l'évitement et du refoulement du conflit dans la crise de la démocratie contemporaine : « Comment ne pas voir là un étouffement du conflit, qui implique la dévitalisation du tissu social, l'oubli de cet ancrage déterminant les conflits internes à la société, et constituant le principe même de son évolution ? »

Ils procèdent d'abord à un tour d'horizon des conflits, vécus ou appréhendés comme tels par nos contemporains (« paysages des conflits »). Ensuite, ils développent la thèse d'une « réalité ontologique » du conflit, comme inhérente à l'existence humaine (« Conflit et existence ») pour en tirer enfin « des conséquences concernant l'engagement et l'agir dans l'époque qui est la nôtre » (« Vers l'agir »).

Si les citoyens ne sont pas d'accord avec telle ou telle réforme gouvernementale, « c'est qu'ils n'en ont pas compris la raison » dirait Sarkozy. C'est la version « soft » du refoulement. Mais sa version dure implique l'éradication de l'altérité, pour la transparence radicale du tout sécuritaire. Elle ne connaît pas d'ennemi, mais seulement des « terroristes » et des « déviants » à éliminer. D'où sa forte propension à criminaliser toute opposition.

C'est ainsi qu'on réduit le champ du conflit à des rivalités formatées, remplissant la condition de ne pas mettre en question les fondements du système dominant.

Miguel Benasayag
et Angélique del Rey

Éloge du conflit

LA DÉCOUVERTE

Dans une logique qui permet aussi d'occulter le rapport entre le local et le global. Si nombre de nos contemporains ressentent quotidiennement la crainte de l'avenir, ce n'est pas pour autant qu'ils abandonnent la pensée en termes de progrès. Il s'agit surtout de désinvestir un avenir considéré comme condition de toute globalité, pour investir un présent qui ne relève plus que de la construction locale. Dans un pari qui s'inscrit dans le réel, en s'appuyant sur le sens local de nos actes. Si le global apparaît désormais comme une abstraction incapable d'ordonner nos vies concrètes, le local se présente à nous dans son immédiateté quotidienne.

Nos sociétés produisent, par exemple, de plus en plus de « sans » : « sans travail », « sans toit », « sans accès aux soins », « sans papiers », « sans terre ». Sont-ils pour autant des exclus ?

De plus en plus nombreux, ils sont en fait tout à fait inclus, mais à leur stricte place. Depuis les années 1980, les luttes des sans, par exemple celles des « sans-terre » au Brésil et ailleurs, ont souvent cherché à construire des espaces de vie alternatifs. C'est ainsi que les sans sont progressivement devenus des laboratoires et des « chercheurs » de nouvelles possibilités : les liens entre les gens, et des gens avec l'environnement, connaissent de nouvelles formes. Aujourd'hui cependant, la perspective des sans comme nouveaux sujets sociaux semble entrée dans une impasse. D'autant plus que le mouvement « alter », qui s'est développé en les accompagnant, est retombé dans l'ancienne figure de la représentation comme lieu de pouvoir : il a discipliné et sclérosé le mouvement alternatif, qui sans disparaître est cependant devenu plus flou, et plus difficile à saisir.

Analysant ainsi les différentes dimensions du conflit - entre nations, dans la société ou au sein même de l'individu -, les auteurs mettent à jour les ressorts profonds de la dérive conservatrice des sociétés dites postmodernes. Ils démontent aussi bien les illusions de la "tolérance zéro" que celles de la "paix universelle". Nier les conflits nés de la multiplicité, ceux dont la reconnaissance fait société, c'est mettre en danger la vie. Le refoulement du conflit ne peut conduire qu'à la violence généralisée, et l'enjeu auquel nous sommes tous confrontés est bien celui de l'assomption du conflit.

« Un éloge du conflit et, à vrai dire, un éloge de la vie, du conflit comme fondement de la vie ».

M. Benasayag et A. del Rey, *Eloge du conflit*, Ed. La Découverte, Coll. Armillaire 2007, 227 p., 16 €.

LIRE

Musiques en colère

Hymnes nationalistes ou révolutionnaires, musiques folks irlandaises, basques ou kabyles, mouvement pour les droits civiques des Noirs rythmé par le gospel, chants pacifistes, aucune révolte, aucune mobilisation sociale ne semble avoir pu se passer de pratiques musicales.

Cet ouvrage analyse en détail les propriétés qui font de la musique un puissant auxiliaire des mobilisations collectives. Christophe Traïni, politologue, nous guide à travers luttes et chants, objets d'étude originaux et par trop négligés, en dépit de leur large diffusion et popularité.

Les chansons figurent pourtant parmi les armes les plus redoutables des mouvements sociaux, dans des « mobilisations bien orchestrées » parfois. Si elles permettent d'abord de « contester en musique », elles peuvent aussi devenir des armes pour « amplifier la contestation ».

Elles permettent tout à la fois, souligne-t-il, la « socialisation politique des plus jeunes générations », la « diffusion d'une contre information en régime démocratique », la « conflictualisation » et la « désignation d'un adversaire », que « l'exhortation du devoir de mémoire ».

Au fil des chapitres, les leaders politiques utilisant des armes musicales croisent des artistes qui épousent des causes militantes, à l'image de Béranger, Joan Baez, les Zebda, Bob Geldof ou des groupes britanniques de la Red Wedge ou de Rock Against Racism.

Pour finir, dans une conclusion intitulée « harmonies et cacophonies », l'auteur rend compte des divers usages sociaux de la musique, et de sa capacité à osciller entre résignation plus ou moins conformiste et protestation subversive.

C. Traïni, *La musique en colère*, Ed. Presses de Sciences Po, Coll. Contester, 2008, 128 p., 10 €.

CONTESTER 03

LA MUSIQUE EN COLÈRE

CHRISTOPHE TRAINI

VOIR...



Peut-on "liquider" Mai 68 ?

A l'occasion du 40e anniversaire des événements de Mai 68, le Musée d'histoire de Nantes interroge l'histoire et l'héritage de cette période à Nantes, au

travers de documents et de témoignages, de débats, films et créations artistiques....

Avec l'aide de Presse-Océan et de Télé Nantes, le Musée organise une grande collecte (affiches, tracts, photographies, films, objets...) montrant le quotidien des Nantais et des habitants de l'agglomération, pendant les événements de Mai 68.

Ces secondes Rencontres de l'année 2008, intitulées « Peut-on "liquider" Mai 68 ? », se déroulent du mercredi 30 avril au dimanche 1er juin dans le bâtiment du Harnachement.

MÉDIAS

Le livre : que faire ?

Au chevet du Livre, on trouve rassemblés toutes sortes de consultants, institutionnels, ministériels et corporatistes. Les enquêtes, colloques et rapports se suivent et se ressemblent : un flot de sollicitude tiède destiné à masquer l'indifférence envers le sort du livre indépendant.

Le livre : que faire est un ouvrage collectif écrit par des praticiens. Éditeurs, libraires, diffuseurs ou bibliothécaires, ils sont, comme on dit, dans le

même bateau, menacé de collision par le gigantesque paquebot du livre industriel.

En s'appuyant sur leur travail de chaque jour, ils montrent ce qui est dès maintenant possible. A. Schiffrin suggère de nouvelles formes d'édition permettant à de petites structures de ne pas être étranglées par les contraintes des banques et du marché. F. Combes propose une conception du droit d'auteur qui permettrait à ceux qui tentent de vivre de leur plume de ne plus être assimilés à des petits commerçants. J. Vidal expose ce que pourrait devenir l'aide publique au livre indépendant.

R. Alberto expose les forces et les faiblesses



d'une librairie quand elle met ses exigences au

plus haut. F. Salbans démontre la nécessité d'une diffusion indépendante à côté des mam-mouths du secteur. H. Korb explique comment une bibliothèque municipale devrait aider les petits éditeurs et les libraires du quartier. Enfin, J. Faucilhon étudie l'impact de l'Internet et des nouvelles technologies, et comment ils pourraient servir à l'indépendance du livre. Pour qu'après tant de larmes, le moment soit venu de la volonté et de l'optimisme.

Coll. « Le livre : que faire ? », Ed. La Fabrique, 2008, 104 p., 12 €

■ Une question de dignité humaine

L'exigence d'une régularisation immédiate des travailleurs sans-papiers est partagée par 84% de l'opinion publique ! La lutte courageuse pour gagner enfin la possibilité de vivre et de travailler en toute légalité et en toute dignité dans notre pays commence à porter ses fruits. Face à leur mobilisation grandissante, le Ministre de l'Identité Nationale a donné ordre à ses Préfets de traiter les dossiers au cas par cas. La situation de ces travailleurs salariés, cotisants comme tous les salariés, avec les mêmes devoirs mais pas les mêmes droits, est intolérable. Ceux que l'on appelle sans-papiers, que l'on appelait

immigrés sont utiles à la France, à l'économie française, et la notion de quotas est une hérésie : c'est considérer l'être humain comme une marchandise que l'on choisit d'importer selon les besoins.

Maintenir ces travailleurs dans la clandestinité et donc dans la précarité et l'isolement, c'est permettre au patronat d'exercer une forte pression sur l'ensemble des salariés et les salaires. A contrario, régulariser les salariés sans papiers c'est défendre les droits de tous les travailleurs sans aucune exception.

■ Le 22 mai : pour l'avenir de nos retraites

Devant le reniement des engagements de 2003 du gouvernement, les 5 confédérations CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC ont décidé d'appeler en commun à **une grande journée d'actions pour la défense du système de retraite solidaire.** La FSU, l'UNSA, Solidaires ont décidé de se joindre à l'appel, de même que l'UNEF et la JOC.

Le Président de la République annonce unilatéralement que le passage à 41 ans de cotisation n'est pas discutable. Le ministre du travail clôt la concertation le 28 avril. Il veut passer en force et imposer les choix qui guident les réformes successives depuis 1993. Cette voie choisie est celle de la régression. Le MEDEF en rajoute, proposant de reculer l'âge de la retraite à 61 ans, 62 ans et plus. Malgré les sacrifices imposés aux salariés, l'avenir du système de retraite n'est pas garanti. Aucun



effort n'a été demandé aux entreprises depuis plus de 20 ans alors que le nombre de retraités a doublé. C'est un effondrement de notre

système de retraite par répartition qui est ainsi programmé. La voie serait ouverte aux fonds de pensions avec son cortège d'inégalités.

■ TRELLEBORG en mouvement pour sauver l'emploi

Le fabricant suédois de matériels plastiques, Trelleborg (ancienne CPIO), implanté à Carquefou a annoncé, il y a quelques semaines, la suppression progressive de 450 emplois jusqu'en 2010. Si ce plan devait être appliqué, il aurait aussi un impact sur les diverses entreprises sous-traitantes et sur les prestataires de services. La raison invoquée par la direction est la baisse des ventes automobiles dont l'entreprise fabrique des pièces en plastique et en caoutchouc.

Le groupe qui emploie 1400 personnes sur le site de Carquefou, a donc décidé de délocaliser l'outil de production et la production de ces composants automobiles vers les pays de l'est de l'Union Européenne. Les salariés et l'inter-syndicale sont depuis plusieurs semaines, en lutte.



Ils s'opposent au plan de suppressions d'emplois qui selon la CGT n'est pas acceptable puisque même si l'entreprise fabrique moins de pièces automobiles, elle a la capacité de produire d'autres matériaux pour d'autres secteurs d'activité. La logique du groupe est donc bien de produire avec des coûts moindres et

d'augmenter ses bénéfices en s'installant dans des pays à bas salaires et à faibles droits sociaux. L'inquiétude grandit dans toute la zone industrielle de Carquefou et dans l'agglomération nantaise puisque les 400 salariés de l'usine de Tabac Altadis et les 190 du fabricant de matériels en aluminium Aviatube, crai-

gnent eux aussi l'annonce de suppressions d'emplois. Faute de politique industrielle nationale, des bassins de production et d'emplois sont dans notre département comme dans toute la France, menacés. Une délégation du PCF est allée à la rencontre des salariés pour les soutenir dans leur lutte.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Necrologie

Suzanne PERRAUDEAU

Fin mars, notre amie, Suzanne PERRAUDEAU, nous a quittés.

En six mois, la maladie l'a anéantie, à 65 ans. Suzanne était l'épouse de notre camarade Jean-Noël PERRAUDEAU, qui a été adjoint au Maire de SAINT-NAZAIRE de 1977 à 1989, et membre du secrétariat fédéral durant de nombreuses années.

Nombreux ont été les amis et camarades à accompagner Suzanne lors de ses obsèques. A Jean-Noël notre camarade, à Nathalie et Franck ses enfants, les «Nouvelles de Loire-Atlantique» et la Fédération tiennent à leur présenter leurs sincères condoléances, et leurs excuses pour le retard involontaire apporté à cette annonce.

Annick ADVENARD

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF et les Nouvelles de Loire-Atlantique ont tenu à apporter à Martine ADVENARD, à Maurice et Gaby ROCHER ainsi qu'à toute leur famille, leurs sincères condoléances après le décès d'Annick.

Roger FROISSARD

Trésorier de la section de CHATEAUBRIANT pendant de nombreuses années, Roger FROISSARD nous a quitté. Les Nouvelles de Loire-Atlantique ainsi que la Fédération 44 du PCF tiennent à apporter à la famille de Roger ainsi qu'à ses proches leurs plus sincères condoléances.



C'est le jeune **Anthonin DURAN** de Pornichet (11 ans) qui a remporté le vélo mis en jeu par la section du PCF de Saint-Herblain à la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique. Anthonin a trouvé le prix le plus proche de la réalité parmi les dizaines de participants au jeu.